

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES****COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

du

van

MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010

WOENSDAG 15 DECEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 49 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les formulaires falsifiés en vue de l'obtention de la prime de fin d'année 2010 circulant dans le secteur du travail intérimaire" (n° 1367)

01.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Le Fonds Social pour les Intérimaires nous rapporte que des formulaires falsifiés circulent dans le secteur en vue de l'obtention de la prime de fin d'année 2010. Les intérimaires qui ne satisfont pas aux critères relatifs au nombre de jours de travail pourraient ainsi également demander cette prime cette année. Le problème aurait été assez rapidement résolu.

Les services concernés ont-ils immédiatement connaissance d'une telle fraude? Sait-on, dans ces cas, qui en est à l'origine? Lance-t-on une enquête? Quelles sont les conclusions de l'enquête actuelle? Quelles mesures seront prises pour éviter que pareille fraude se reproduise?

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le Fonds Social pour les Intérimaires calcule les primes à l'aide des données salariales fournies par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale. Les intérimaires qui satisfont aux conditions reçoivent normalement un document dans le courant du mois de décembre. Les travailleurs affiliés à un syndicat peuvent rendre le formulaire à ce dernier, tandis que les intérimaires non syndiqués peuvent s'adresser directement au Fonds.

Le cas de fraude présumée concernait un seul document. Ce dernier était susceptible d'être frauduleux car il n'était pas sécurisé et ne comportait pas de code à barres, comme lorsqu'il s'agit d'un duplicata. Par ailleurs, il concernait la prime de 2010, alors même que ces documents n'ont pas encore été envoyés. Par mesure de sécurité, le syndicat ayant reçu le formulaire a averti ses affiliés que des documents falsifiés étaient en circulation.

À la suite d'un contrôle interne réalisé par le Fonds social, il s'est toutefois avéré que c'était une erreur. Il s'agissait d'un projet de formulaire qui avait déjà été transmis au syndicat.

Vous constatez donc avec quelle rapidité les fraudes éventuelles sont analysées.

01.03 Stefaan Vercamer (CD&V): C'est rassurant.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "Salduz et l'inspection sociale" (n° 1631)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Quelle est l'incidence des arrêts Salduz sur le fonctionnement des services de l'inspection sociale? Les services d'inspection seront-ils informés de la teneur de ces arrêts d'une manière à la fois claire et contraignante de façon à ce que leurs modes de fonctionnement puissent être uniformisés? La personne interrogée sera-t-elle informée qu'elle a le droit de garder le silence et de consulter un avocat dans le cadre de son audition? Pendant combien de temps une audition pourra-t-elle être reportée à cette fin? L'avocat présent pourra-t-il intervenir au cours d'une audition? Les services de l'inspection sociale pourront-ils faire suspendre l'exercice de ce droit si la personne concernée ne respecte pas ses obligations de contrôle? Quid des moyens d'action relatifs aux droits de la personne interrogée?

02.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Selon la jurisprudence de la Cour de cassation, l'ensemble des garanties juridiques doit être pris en compte lorsqu'il s'agit de déterminer si et dans quelle mesure les droits de la défense et le droit à un procès équitable ont été respectés. L'absence d'avocat n'est pas nécessairement synonyme de procès inéquitable ou de violation des droits de la défense.

Le ministre de la Justice envisage depuis quelque temps une modification de la loi. L'année passée, il a commencé par interroger l'ensemble des acteurs concernés. Le 30 août 2010, il a organisé une réunion de concertation et, le 6 octobre dernier, les premières auditions ont eu lieu devant la commission de la Justice du Sénat.

Énormément d'éléments doivent être pris en considération. Si on modifie le Code d'instruction criminelle, il faut voir s'il ne convient pas également de modifier le Code pénal social, dès lors que l'un et l'autre contiennent des articles relatifs aux conditions minimales auxquelles un interrogatoire doit obligatoirement satisfaire.

Le Collège des procureurs généraux a par ailleurs rédigé une circulaire contenant des consignes relatives à l'assistance d'un prévenu par un avocat lors d'un interrogatoire. Une initiative législative est nécessaire, mais il faut pour cela un gouvernement de plein exercice.

Une proposition de loi actuellement en discussion a été rédigée à l'initiative de l'ensemble des partis.

Le comité de direction du Service d'information et de recherche sociales (SIRS) où les autorités judiciaires sont représentées s'est penché sur les conséquences des enquêtes menées par les services d'inspection sociale. Le 25 juin 2010, le comité de direction a adopté un nouveau modèle de procès-verbal d'audition qui intègre les principes de l'arrêt Salduz, prononcé par la Cour européenne des droits de l'homme. Il stipule expressément qu'avant son audition, la personne interrogée doit avoir été informée de son droit au silence. Ce modèle de procès-verbal utilisé dans le cadre des contrôles effectués par les cellules d'arrondissement a été distribué à l'ensemble des services d'inspection membres du SIRS et est utilisé depuis le 1^{er} septembre 2010. À l'issue de son audition, la personne interrogée est par ailleurs informée de la possibilité d'obtenir une copie gratuite du procès-verbal d'audition.

Les enquêtes des services d'inspection sociale pouvant déboucher sur une procédure judiciaire, il convient de respecter les principes de l'arrêt Salduz et à chaque audition, la personne interrogée doit dès lors être informée de son droit au silence.

Les inspecteurs sociaux tiennent compte non seulement des déclarations de la personne entendue mais aussi des preuves matérielles.

Dans la plupart des cas, l'inspecteur social annonce préalablement sa visite à l'employeur qui, dès cet instant, peut consulter son avocat. Il arrive que l'employeur ne soit pas informé. En cas de demande de consultation d'un avocat avant contrôle, cette requête sera respectée, sauf si l'enquête est commanditée par une autorité judiciaire et si le magistrat s'oppose à la présence d'un avocat.

Il a été rappelé aux services d'inspection du SIRS que la demande de consulter un avocat doit être respectée.

Il ressort de l'examen de la jurisprudence en matière de droit pénal social que les services d'inspection ne qualifient pas systématiquement d'obstacle à la surveillance le fait de refuser de collaborer à l'enquête. Les inspecteurs sociaux connaissent les principes du droit au silence et du droit de ne pas contribuer à la propre

incrimination.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Rendre les procédures conformes aux arrêts Salduz n'est pas chose aisée. Une partie seulement des enquêtes des services d'inspection sociale sont d'ordre pénal. Le ministre affirme que les arrêts Salduz seront respectés tant dans les enquêtes pénales que dans les enquêtes administratives. C'est une bonne solution.

Un tiers, une personne ayant signalé une anomalie ou un témoin a-t-il droit à certaines mesures? Le Code pénal social fera-t-il également l'objet de modifications?

02.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Aucune disposition légale ne concerne encore l'octroi de droits à des tiers et autres, mais cette situation pourrait changer à l'avenir. Par ailleurs, il revient au Parlement de modifier le Code pénal social.

Le **président**: Le Parlement partage cette compétence avec le gouvernement.

02.05 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le gouvernement prendra vraisemblablement des initiatives. Le Parlement peut cependant également s'y employer.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 15 h 09 à 16 h 56.

03 Questions jointes de

- **Mme Colette Burgeon** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'allongement du congé de maternité" (n° 479)
- **Mme Gwendolyn Rutten** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'allongement du congé de maternité" (n° 492)
- **Mme Nahima Lanjri** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la proposition du Parlement européen tendant à l'instauration obligatoire d'un congé de maternité de 20 semaines dans les États membres" (n° 559)
- **Mme Zuhail Demir** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prolongation du congé de maternité" (n° 596)
- **Mme Maggie De Block** à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la position des ministres du travail concernant la proposition du Parlement européen tendant à porter le congé de maternité à 20 semaines" (n° 1586)

03.01 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Je pose la question en mon nom personnel et au nom de Mme De Block.

Durant le débat du Conseil européen des Affaires sociales, la ministre a manifesté son enthousiasme à l'égard d'un éventuel octroi de semaines supplémentaires de congé de maternité, assorti d'une responsabilisation des deux partenaires et à l'égard de la prise éventuelle des semaines supplémentaires à temps partiel.

Quelle est la position adoptée par la ministre sur la proposition du Parlement européen lors du Conseil EPSCO? Le Conseil des ministres avait-il discuté et approuvé cette proposition? La ministre a-t-elle formulé des propositions de manière à permettre une prise du congé de maternité supplémentaire à temps partiel? S'est-on inquiété de l'implication des deux partenaires dans le développement des relations de soins avec l'enfant? Comment la ministre envisage-t-elle la poursuite du processus de décision européen? J'ai le sentiment que la proposition de compromis de la Commission européenne n'apaise pas nos inquiétudes concernant le partage entre les deux partenaires et la possibilité de prendre ce congé à temps partiel.

03.02 Colette Burgeon (PS): Le Parlement européen a adopté une proposition visant à allonger la durée du congé de maternité à 20 semaines minimum, mais a aussi souhaité instaurer le principe d'un congé de paternité de deux semaines.

Alors que nous assumons la présidence de l'Union européenne, quelle a été votre attitude par rapport à cette

dernière proposition? Il semble que le caractère obligatoire du congé de paternité ne soit toujours pas d'actualité. Quelle est votre position sur le sujet?

03.03 **Zuhal Demir** (N-VA): La ministre peut-elle faire le point sur la question?

03.04 **Joëlle Milquet**, ministre (*en français*): Le 20 octobre 2010, le Parlement européen a voté l'allongement du congé de maternité à 20 semaines, un congé de paternité obligatoire de 15 jours, une rémunération équivalant à 100 % du salaire de la femme qui a accouché et des possibilités de passerelle entre le congé de maternité et les congés parentaux.

À la présidence, nous nous sommes vite rendu compte que cette position n'était soutenue quasiment par aucun pays. En outre, dans les contextes budgétaires que l'on connaît, cette position n'était pas tenable. Nous avons donc organisé un débat d'orientation avec les États membres lors de notre Conseil EPSCO, le 6 décembre.

Nous avons adressé un questionnaire à tous les États membres, en leur demandant: êtes-vous favorable à un allongement du congé de maternité à 20 semaines? Êtes-vous d'accord avec l'idée d'un congé de paternité dans une directive qui parle du congé de maternité? Que pensez-vous de l'indemnité: doit-elle être payée à 100 %, être l'indemnité de maladie-invalidité ou un pourcentage du salaire? Que pensez-vous de la mise en œuvre de la directive? J'avais suggéré une implémentation progressive sur cinq ans rendant plus soutenable l'entrée en vigueur de la directive.

(*En néerlandais*) La grande majorité des ministres jugeait la prolongation du congé de maternité à 20 semaines excessive et de ce fait inappropriée comme base pour un compromis. Par contre, de l'avis de la plupart des délégations, la proposition initiale de la Commission constituait une base acceptable.

Il ressort de la discussion que le Conseil souhaite continuer à travailler sur la base de la proposition de la Commission et définir un point de vue afin de parvenir à un accord équilibré. Hormis la délégation du Royaume-Uni, toutes les délégations entendaient soutenir ce processus.

De nombreuses délégations sont favorables à une mise en corrélation du congé de maternité et du congé parental, voire du congé de paternité. Certaines délégations préféreraient que le congé de paternité ne soit pas repris dans une directive sur la santé et la sécurité des femmes. La Commission européenne partage cet avis.

(*En français*) Après avoir établi ces conclusions, j'ai demandé lors des bilatéraux avec la Hongrie et la Pologne, qui assumeront les prochaines présidences, de pouvoir encore sous la présidence belge expliquer la suite du dossier. Nous sommes en train de rédiger ce papier, qui sera envoyé à la Commission pour avis et, une fois l'accord final des Polonais et des Hongrois obtenu, communiqué aux États membres.

L'idée est de travailler de manière progressive avec une première phase sur tout ce qui est consensuel. De nombreux éléments dans la proposition du Parlement et de la Commission ne posaient pas de problème, et on en a peu parlé. L'idéal est d'engranger un accord sur ces éléments sous la présidence hongroise, pour s'atteler à la résolution des derniers problèmes sous la présidence polonaise.

Une implémentation progressive de la directive permettrait de limiter les craintes budgétaires, alors que nous devons atteindre l'équilibre pour 2014.

03.05 **Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Je comprends que pour des raisons budgétaires, la ministre prône une approche graduelle.

Quelle que soit la décision qui sera prise, il importe que le législateur belge dispose d'une flexibilité suffisante. Il pourra alors régler les semaines qui se surajoutent aux 15 semaines en manière telle qu'elles puissent être réparties entre les partenaires en vertu d'une philosophie qui considère que ces semaines

supplémentaires ne sont pas nécessaires pour des raisons physiques mais pour construire un lien et une relation de soins. La motivation est que ce système doit être neutre du point de vue du ou de la partenaire et même du genre. Je ne crois pas que cela marchera mais je pense que le législateur européen devrait ménager cet espace.

Nous estimons en outre que le congé doit pouvoir être pris à temps partiel en concertation avec l'employeur afin que l'intéressée puisse mieux combiner vie professionnelle et vie familiale.

Quel point de vue la Belgique a-t-elle défendu, non en tant que président de l'UE mais en tant que pays?

Pour ma part, je pense qu'il est inutile de complexifier encore ce dossier en y insérant d'autres liens tels que celui avec le congé de paternité.

03.06 Colette Burgeon (PS): L'idée du consensus est importante: il s'agirait d'abord de faire avancer les points sur lesquels nous sommes d'accord.

Même après notre présidence, il faudrait insister auprès des autres présidents pour qu'un jour le consensus s'impose sur tous les points.

03.07 Zuhal Demir (N-VA): Je partage la préoccupation de Mme Rutten lorsqu'elle demande que le père puisse aussi prétendre à la part supplémentaire. Dans le cas contraire, le nouveau régime porterait préjudice à la position de la femme sur le marché de l'emploi.

03.08 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Je n'ai pas défendu une position de la Belgique, j'y étais en ma qualité de présidente et je recherchais un consensus. De plus, le gouvernement actuel est un gouvernement chargé des affaires courantes.

Personnellement, je suis favorable à la position de la Commission.

L'incident est clos.

04 Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la génération perdue" (n° 1459)

04.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): La crise a laissé des traces profondes sur le marché du travail, surtout chez les jeunes. En 2008 et 2010, notre pays a compté pas moins de 44,7 % de jeunes chômeurs de plus que précédemment.

Le nombre d'emplois bien payés pour les travailleurs et les travailleuses hautement qualifiés reste raisonnablement stable, tout comme le nombre d'emplois pour les personnes faiblement scolarisées. Mais entre ces deux catégories, de très nombreux emplois disparaissent, ce qui implique que des gens sont contraints de travailler en dessous de leur niveau.

Pour les jeunes, les emplois temporaires et flexibles sont de nature à constituer un tremplin idéal vers le marché du travail. Le premier emploi est souvent déterminant pour le déroulement de la carrière. Le chômage accru chez les jeunes pourrait donc avoir pour conséquence qu'ils ne parviendront jamais à trouver un emploi et passeront du chômage temporaire au chômage de longue durée. À partir de ce moment-là, le risque de descendre en dessous du seuil de pauvreté est réel.

La ministre est-elle informée de cette évolution depuis 2008? Quelles démarches a-t-elle entreprises pour remédier à ce problème?

04.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): L'OCDE est parfaitement consciente de l'impact sévère de la crise économique sur les jeunes. L'organisation constate par ailleurs que la hausse du chômage des jeunes en Belgique est nettement moins prononcée que dans d'autres pays européens. Nous avons donc manifestement adopté des mesures efficaces.

Il y a d'une part les mesures anti-crise pour limiter au minimum les licenciements et principalement ceux des jeunes. Il y a d'autre part les mesures de promotion de l'emploi de jeunes peu qualifiés par l'intermédiaire de contrats *win-win*. Ce plan constitue une réussite indéniable, puisque plus de 60 % des 50 000 contrats concernent le recrutement de jeunes de moins de 26 ans. Nous avons en outre spécifiquement encouragé la formation de travailleurs peu qualifiés et de jeunes en particulier et avons, par le biais d'accords avec les Régions, renforcé l'accompagnement de demandeurs d'emploi.

Le gouvernement a réagi à la crise avec rapidité et de manière proactive afin d'éviter de perdre une génération.

Le prochain gouvernement devra prendre des mesures complémentaires. La politique des groupes cibles axée sur les jeunes, qui doit aussi être menée à l'échelon régional, peut être très efficace. Je pense notamment à la réduction des coûts du travail pour les jeunes.

D'autre part, il faut aussi veiller à améliorer la qualification des jeunes. Les liens entre les entreprises et les écoles doivent être renforcés et l'offre de stages étoffée, ce qui est aussi l'affaire des partenaires sociaux. Je pense en outre qu'il faut améliorer et accélérer l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi, et établir un lien clair entre l'allocation de chômage et les efforts déployés par le jeune durant son stage d'attente. Bref, tous les niveaux de pouvoir ont leur rôle à jouer en la matière.

04.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): N'est-il dès lors pas regrettable que notre régime de travail des étudiants reste aussi rigide dans ce climat d'urgence? Si l'on permet aux étudiants terminant leurs études d'acquérir de l'expérience pratique, il s'agit tout de même d'une politique utile à l'égard des groupes cibles! Dans ce domaine, nous restons en défaut. Sans vouloir remettre en cause la protection sociale, je plaide donc une fois de plus en faveur d'une transition plus flexible.

L'incident est clos.

05 Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "certains aspects du Mémoire 2010 du JClub qui regroupe les trois conseils de la jeunesse des trois Communautés de Belgique" (n° 278)

05.01 Stefaan Vercamer (CD&V): JClub, l'association des conseils de la jeunesse des trois Communautés de Belgique, adresse chaque année un mémorandum au législateur fédéral. En 2010, le document comprend quelques recommandations intéressantes en matière d'emploi.

Ces positions seront-elles prises en considération dans le cadre de la Présidence belge de l'UE? Qu'en est-il des discriminations fondées sur l'âge des jeunes lors d'un recrutement? La ministre prend-elle des mesures politiques en la matière? Que pense-t-elle de la demande formulée par les conseils de la jeunesse visant à faire reconnaître par l'ONEm les statuts de stagiaire et de volontaire? La proposition tendant à subordonner les aides financières octroyées aux employeurs lorsqu'ils embauchent de jeunes travailleurs à un emploi durable tient-elle la route?

05.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Les conseils de la jeunesse des trois Communautés ont présenté leurs conclusions lors d'une conférence qui s'est tenue le 26 août 2010. Les différents conseils de la jeunesse des États membres de l'UE ont formulé leurs recommandations communes lors d'un colloque qui s'est déroulé du 2 au 4 octobre 2010.

La problématique des jeunes sur le marché du travail est un thème qui me tient très à cœur.

Lors d'une conférence organisée à Gand le 4 octobre 2010, j'ai insisté sur la nécessité d'assurer, dans le cadre de la "flexicurité", un suivi de la transition entre l'école et la sphère professionnelle. Le Conseil EPSCO a reçu un rapport de cette conférence. Lors de ce Conseil, la Commission européenne a également présenté son programme *Youth on the Move*.

Le 6 décembre dernier, j'ai présenté un *presidency paper*, dans lequel j'ai tenu compte, dans la mesure du

possible, des demandes des conseils de la jeunesse au niveau européen.

En ce qui concerne les discriminations à l'embauche fondées sur l'âge, la loi du 10 mai 2007 a transposé en droit belge la directive européenne n° 2078. Cette loi interdit entre autres la discrimination fondée sur l'âge lors du recrutement.

Le service Contrôle des lois sociales n'a pas encore enregistré de nombreux cas de non-respect de ces conditions. Aucun procès-verbal n'a d'ailleurs encore été établi en ce sens. De même, le nombre d'avertissements et de régularisations est très faible: il est question de deux ou trois cas par an.

Conformément à la loi du 3 juillet 2005, un chômeur peut exercer une activité volontaire tout en conservant ses allocations, à condition d'en faire la déclaration écrite préalable à l'ONEm. Un chômeur complet peut être exonéré de certaines obligations réglementaires sous certaines conditions lorsqu'il suit une formation incluant un stage. L'ONEm peut donc être amené à se prononcer sur le volontariat dans des cas personnels.

Je crains que l'obligation pour les employeurs de proposer un emploi durable pour pouvoir bénéficier d'une aide ne soit illusoire. Il vaudrait mieux envisager l'insertion de droits dans différents contrats de travail.

05.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Que la ministre se soit fait l'écho des préoccupations des jeunes pendant la présidence de l'UE est une bonne chose. Le premier emploi revêt une importance capitale pour le reste de la carrière. Nous devons continuer à prendre des mesures afin de réduire le coût de l'emploi des jeunes et mettre en place des éléments favorisant au maximum la durabilité.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la succession de comportements discriminatoires dans le secteur du travail intérimaire" (n° 461)**

- **Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les discriminations dans le secteur du travail intérimaire" (n° 599)**

06.01 Meryame Kitir (sp.a): Il ressort d'un reportage télévisé diffusé lors de l'émission *Volft* qu'une série d'entreprises de travail intérimaire répondent favorablement à la demande de leurs utilisateurs potentiels de ne pas leur envoyer de travailleurs d'origine allochtone. La ministre a réagi par la voie d'un communiqué de presse qui invitait le secteur du travail intérimaire à développer une plus grande autorégulation et à installer des instances de contrôle interne. Elle annonçait par ailleurs la signature d'un protocole de coopération entre les services d'inspection du Contrôle des lois sociales et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Depuis octobre 2007 déjà, Federgon, l'organisation faïtière, dispose d'une charte interdisant toute forme de discrimination et d'un service de médiation interne qui peut recueillir toutes les plaintes concernant le non-respect de cette charte.

J'ai le sentiment que sur le terrain, ce dispositif ne fonctionne pas, puisqu'une entreprise avait publié une annonce excluant explicitement d'anciens travailleurs d'une entreprise déterminée. Si l'autorégulation ne marche pas, la ministre doit prendre des mesures plus contraignantes. Est-elle prête à le faire?

06.02 Karolien Grosemans (N-VA): J'ai une question similaire. La ministre a-t-elle une idée de l'ampleur du problème? Quelles sont les causes sous-jacentes de ces discriminations? Quelles mesures faudrait-il prendre pour lutter contre ce phénomène? Y a-t-il déjà eu une concertation avec le secteur à ce sujet? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats? Comment la ministre juge-t-elle les efforts déjà déployés par le secteur?

06.03 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Le Centre pour l'égalité des chances et le service Contrôle des lois sociales coopèrent l'un avec l'autre de différentes manières: traitement des plaintes pour discrimination, accompagnement des plaignants, échanges de vues sur la procédure de traitement des

plaintes et échanges de données.

D'autre part, j'ai également l'intention de mettre en œuvre certaines actions pour lutter contre la discrimination. Si le secteur ne s'autorégule pas mieux, des mesures plus strictes devront être prises. Je pense notamment à une extension du système inscrit dans la réglementation relative au bien-être.

Il faudra évidemment se concerter sur ce point avec les partenaires sociaux. La réglementation relative au bien-être des travailleurs dispose que toute entreprise de travail intérimaire est tenue de refuser de mettre ses intérimaires à la disposition de l'utilisateur dont elle peut savoir qu'il ne respecte pas ses obligations à l'égard des travailleurs intérimaires.

Par ailleurs, le secteur peut aussi être encouragé à rendre plus contraignante la convention collective de travail du 7 mai 1996 concernant le code de conduite visant à prévenir la discrimination raciale. Un système de plaintes et un organe interne peuvent être instaurés. La CCT pourra être modifiée sur la base des cas de discrimination rapportés.

D'autres possibilités peuvent être envisagées pour mieux lutter contre la discrimination en matière de droit du travail: des sanctions administratives, des tests pratiques réalisés par des "clients mystères" des services d'inspection du Contrôle des lois sociales ou l'obligation, pour les entreprises de travail intérimaire, de signaler toutes les demandes discriminatoires de leurs clients à l'inspection ou à l'auditeur du travail.

06.04 Meryame Kitir (sp.a): Vos propositions sont nettement plus nombreuses que vos réalisations concrètes. La position des travailleurs intérimaires est déjà précaire et il faut éviter qu'ils soient victimes de discriminations par-dessus le marché.

06.05 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Un nouvel accord de coopération n'apporte pas vraiment de solution concrète. En renforçant les contrôles réalisés par les inspecteurs, nous pouvons assurément détecter et sanctionner davantage de cas de discrimination.

06.06 Karolien Grosemans (N-VA): Les mesures proposées constituent en tout cas une avancée positive. L'exclusion sur la base de l'origine est un sérieux problème de société, qui exige une approche cohérente, d'autant plus que le secteur permet de lancer les allochtones sur le marché du travail.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zuhal Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la déclaration de force obligatoire d'une CCT instaurant des échelles barémiques sur la base de l'expérience professionnelle" (n° 519)

07.01 Zuhal Demir (N-VA): Une CCT a été conclue au sein de la commission paritaire 201. De plus en plus de CCT lient les échelles barémiques minimales à l'expérience professionnelle, ce qui me semble contraire aux directives européennes et à notre législation qui interdisent également la discrimination indirecte sur la base de l'âge. La ministre a attiré l'attention sur cette interdiction dans son courrier du 22 décembre 2008 adressé aux partenaires intersectoriels et sectoriels.

Les CCT comportant des salaires minimums sur la base de l'expérience professionnelle ne constituent-elles pas une discrimination indirecte sur la base de l'âge? La ministre fera-t-elle usage de la possibilité inscrite à l'article 5 de la loi sur le Conseil d'État? Envisage-t-elle de rendre obligatoire la CCT, si ce n'est déjà le cas?

07.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Selon la jurisprudence de la Cour européenne de Justice, le critère de l'expérience est autorisé dans le cadre de la fixation des salaires, comme il ressort de l'arrêt Cadman de 2006. Cependant, un barème fondé sur l'expérience ou l'ancienneté peut établir une distinction indirecte sur la base de l'âge. Selon la directive 2000/78, une distinction ne constitue pas une discrimination si elle est justifiée objectivement par un objectif légitime et si les moyens pour atteindre cet objectif sont appropriés et nécessaires.

En ce qui concerne les barèmes liés à l'expérience, les partenaires sociaux sont tenus de fournir une

justification pertinente, tant pour l'utilisation du critère de l'expérience que pour les périodes qui sont prises en compte pour le calcul.

Depuis quelques mois, mes services effectuent un contrôle marginal de la légalité d'une CCT avant que celle-ci ne soit rendue obligatoire. Pour les CCT qui prévoient un critère d'expérience, un comité composé de trois experts vérifie si la justification indispensable est donnée. Ce contrôle n'est pas encore terminé pour la CCT en question.

Je ne demanderai pas l'avis du Conseil d'État sur les CCT. Celui-ci n'est d'ailleurs pas demandeur d'examiner toutes ces CCT.

J'ai demandé l'avis de plusieurs experts sur les barèmes salariaux liés à l'âge. Les directives des experts et la jurisprudence de la Cour européenne sont suffisamment claires sur ce point.

Lorsque mon comité aura rendu son avis, je trancherai sur le caractère obligatoire.

07.03 Zuhail Demir (N-VA): Nous devons veiller à ce que les partenaires sociaux donnent une justification fondée sur ces barèmes liés à l'expérience. Nous devons être prudents car des discriminations indirectes risquent de voir le jour.

L'incident est clos.

Présidente: Maggie De Block.

08 Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'instauration de critères sociaux dans le cadre de l'octroi de marchés publics et de subventions" (n° 736)

08.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Ces dernières années, de nombreuses mesures ont été prises pour favoriser la diversité sur le lieu de travail. Les organisations et les entreprises peuvent bénéficier d'aide et de subsides pour l'élaboration de plans de diversité octroyés par le Conseil économique et social des Régions (CESR) et le Comité de concertation économique et social régional (RESOC). Il y a toutefois certaines inquiétudes en raison des mesures d'économie.

Toutes les parties concernées se sont réunies la semaine dernière en Flandre orientale. Les plans de diversité semblent avoir des effets positifs dans tous les domaines, non seulement pour les groupes à risque mais aussi pour tous les travailleurs. Des stimulants supplémentaires sont nécessaires pour pouvoir continuer à mener une politique de personnel diversifiée.

La société civile demande que des critères sociaux soient inclus dans les critères d'adjudication des marchés publics. Quel est le point de vue de la ministre à ce sujet?

Combien d'entreprises ou d'organisations du secteur privé, du secteur non marchand et du secteur public ont élaboré des plans de diversité? Quels subsides ont été octroyés en vue de soutenir la rédaction de tels plans? Pour quel montant total? La ministre envisage-t-elle encore d'autres mesures afin de favoriser l'élaboration de plans de diversité?

08.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Les compétences en matière de diversité sont réparties entre les différents niveaux de pouvoir. Une grande partie d'entre elles sont du ressort des Régions.

Je ne dispose pas encore de statistiques à propos des plans de diversité. Mon intention était de rendre ces plans obligatoires, mais ce n'est pas possible pour un gouvernement en affaires courantes. Un projet d'arrêté royal existe.

Les subsides relèvent de la compétence des Régions. Le secteur non marchand reçoit beaucoup de subsides. Il conviendrait à mon sens de lier des critères sociaux à l'octroi de marchés publics ou de subsides au secteur non marchand. J'avais également préparé un plan visant à encourager le recrutement de personnes d'origine allochtone mais les affaires courantes m'empêchent de le mettre en œuvre. C'est

également le cas de mon plan visant à modifier le label égalité et diversité, qui ne peut pas encore être accordé à l'heure actuelle à des entreprises disposant de plusieurs sièges nationaux ou encore à des services publics fédéraux. Il existe également un réseau égalité et diversité qui est coordonné par le SPF Emploi et qui est accessible à toutes les organisations et à toutes les entreprises souhaitant mener une politique de diversité.

Lors des entretiens sur l'Accord interprofessionnel, j'ai demandé aux partenaires sociaux de prendre des nouvelles mesures en matière de diversité.

08.03 Stefaan Vercamer (CD&V): La ministre fournit de nombreux efforts qui n'ont pas manqué de produire des effets ces dernières années. J'espère que nous parviendrons à rendre obligatoires les plans de diversité. Je déplore qu'il n'y ait aucun échange d'informations entre les différents niveaux.

08.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Je suis favorable à l'adoption d'une stratégie collective. Plusieurs recommandations en matière d'emploi et de diversité ont été formulées lors de la Table ronde Interculturalité.

L'incident est clos.

La **présidente**: M. Blanchart étant absent, sa question n° 737 est supprimée.

09 Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les licenciements abusifs constatés dans certains magasins de la chaîne Lidl" (n° 739)

09.01 Franco Seminara (PS): En octobre, le gérant du Lidl de Montegnée a été licencié pour avoir pris deux oranges, trois poires et une mangue venant du magasin. Ces fruits étaient destinés à la décharge. Pour la direction de Lidl, les produits qui ne satisfont pas aux critères établis sont retirés de la vente et doivent être détruits. Ces directives sont connues par les collaborateurs et les gérants sont responsables de leur application et doivent montrer l'exemple. La faute grave a été abandonnée mais le licenciement a été maintenu. Le mois suivant, cinq personnes travaillant au Lidl de Libramont ont été licenciées pour faute grave pour avoir emporté des produits qui ne présentaient plus les conditions requises de vente en raison d'une panne de frigo et qui étaient eux aussi destinés à la destruction.

Même si les consignes des chaînes de distribution sont assez explicites, ne trouvez-vous pas que ces licenciements sont totalement disproportionnés au regard des actes commis? La notion de faute grave ne devrait-elle pas être précisée dans la législation?

09.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Nous respectons la séparation des pouvoirs. La notion de faute grave est appréciée par les tribunaux. Dans un cas dont je n'ai pas toutes les données, il m'est impossible de donner un avis sur l'existence d'une faute grave.

Dans de tels cas, un recours en justice est toujours possible, le tribunal se prononçant sur l'existence de la faute grave et le cas échéant sur un dédommagement complémentaire. Les personnes concernées peuvent aussi demander une conciliation, ce qu'elles n'ont pas fait ici. Il faudrait peut-être mieux informer le secteur de la grande distribution, car ce n'est pas un cas unique. Mon chef de cabinet, qui est conciliateur social, a déjà eu cinq cas de conciliation avec une autre enseigne pour des faits identiques.

La grande distribution semble être très stricte vis-à-vis de telles pratiques, qui peuvent paraître banales à d'autres personnes, comme nous par exemple.

09.03 Franco Seminara (PS): La sanction pour vol n'est pas à bannir, ne nous méprenons pas. Mais nous parlons ici de denrées alimentaires destinées à la poubelle. Voici ce que dit le CRIOC: "Un demi-milliard de tonne de denrées alimentaires est invendu chaque année en Belgique."

09.04 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): C'est énorme! Des quantités partent aux Pays-Bas où se trouvent d'énormes hangars de destruction. C'est très heurtant. Seule une faible part est distribuée aux banques alimentaires. C'est un problème de la société de consommation occidentale.

L'incident est clos.

La **présidente**: Mme Genot n'est pas présente. Mme Becq a demandé à postposer sa question n° 741.

10 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "des mesures contre les incidents liés à des injections" (n° 883)

10.01 Maggie De Block (Open Vld): Chaque jour dans notre pays, 60 professionnels de la santé sont victimes d'un accident par piqûre, appellation incluant les accidents par piqûre, coupure, éclaboussure et morsure, assortis d'un risque de contamination par l'intermédiaire du sang du patient.

Les conséquences ne doivent pas être sous-estimées. Outre le coût de l'accident pour l'employeur et l'assurance maladie, il y a l'incertitude pour la victime, sans parler de l'incapacité de travail et de la perte de revenus.

L'Europe souhaite renforcer la protection des médecins et du personnel infirmier contre les accidents liés à des injections. C'est dans cette perspective qu'a été publiée le 1^{er} juin 2010, la directive 2010/32/UE que les États membres doivent transposer dans leur système juridique national pour le 11 mai 2013.

Quelles mesures ont été prises pour transposer cette directive européenne dans notre législation? Quels sont les acteurs impliqués? Un calendrier a-t-il déjà été arrêté? Quelles actions concrètes peuvent être menées pour protéger le personnel contre les dangers des incidents liés à des injections?

10.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Le 1^{er} juin 2010 a été publiée la directive 2010 portant application de l'accord-cadre relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et sanitaire conclu par l'HOSPEEM et la FSESP. L'Association européenne des employeurs hospitaliers et la Fédération syndicale européenne des services publics sont les partenaires sociaux européens dans le domaine des soins de santé.

Les accords-cadres européens sont plus ou moins l'équivalent de nos CCT auxquelles les arrêtés royaux confèrent un caractère obligatoire. Au niveau européen, les partenaires sociaux concluent des conventions-cadres qu'une directive rend obligatoires. La directive doit être transposée par les États membres. La transposition en droit national se fait de la manière la plus efficace. Dans le cas présent, la CCT est l'outil de transposition le plus approprié. La transposition peut se faire au CNT ou éventuellement en commission paritaire. Un arrêté royal déclare ensuite la CCT obligatoire.

Le timing dépend du partenaire social.

J'ai inscrit l'approche des incidents liés à des injections dans une stratégie nationale "bien-être au travail". Une journée d'étude sur ce thème avait déjà été organisée en 2009.

Le SPF Emploi a également publié une brochure gratuite traitant des risques liés aux agents biologiques dans laquelle un chapitre est consacré aux incidents liés à des injections. Sur le site du SPF sont énumérées toute une série de bonnes pratiques destinées à prévenir ces incidents.

Mon administration collabore en outre à la confection des directives de pratique médicale qui sont rédigées par le Conseil supérieur de la Santé publique. Cette recommandation sera finalisée avant la fin de l'année et tous les aspects du problème seront décrits de façon détaillée.

D'autre part, l'Institut scientifique de la Santé publique a entamé en 2003 un programme de surveillance nationale des accidents exposant au sang dans les hôpitaux belges. Le chiffre de 60 incidents par jour provient d'ailleurs de cette étude. Il en résulte un nombre annuel de contaminations par le virus de l'hépatite

compris entre une et six, et une contamination par le virus du VIH par période de trois ans.

Lorsque la directive aura été transposée, d'autres actions suivront, par exemple au sein des comités provinciaux pour la promotion du travail.

10.03 Maggie De Block (Open Vld): Je suis ce dossier depuis pas mal de temps et j'ai estimé que le moment était venu d'attirer de nouveau l'attention sur lui. Je constate que la ministre et son administration s'y emploient.

L'incident est clos.

10.04 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Je souhaiterais poser ma question n° 1036 sur la concertation salariale. Je reporte mes autres questions.

11 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation salariale" (n° 1036)

11.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Le coup d'envoi de la concertation salariale a été donné et les discussions promettent d'être laborieuses.

Le rapport sur les salaires du Conseil central de l'économie montre clairement qu'au cours de la période 2009-2010, les salaires dans notre pays ont augmenté de 0,5 % de plus que dans les pays voisins. La marge potentielle s'élève, en théorie, à 5 % pour les deux prochaines années. L'indexation de 3,9 % ne laisse guère de marge de manœuvre dans la pratique.

Toutefois, les syndicats restent farouchement attachés à l'index salarial actuel et plaident pour une augmentation substantielle des salaires. Côté employeurs, par contre, on soutient une adaptation du système de l'index salarial et la modération des rémunérations.

Quelles conclusions la ministre tire-t-elle du rapport sur les salaires du CCE? Reconnaît-elle que la Belgique présente un handicap salarial par rapport aux pays voisins? Quelle attitude adoptera-t-elle lors des négociations salariales? Le gouvernement accordera-t-il des moyens financiers supplémentaires pour faciliter les choses? Une adaptation du mécanisme d'indexation est-elle souhaitable et réalisable?

11.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Pour laisser toutes ses chances à la négociation qui débute, je ne souhaite pas faire trop de déclarations publiques.

Le rapport sur les salaires du CCE montre, en effet, une différence par rapport aux pays voisins. J'ai rencontré les partenaires sociaux à ce sujet. Ils sont parfaitement conscients de l'importante responsabilité qu'ils assument afin de parvenir à un accord reposant sur un bon équilibre entre l'évolution des coûts salariaux, l'emploi et la formation.

La liaison des salaires à l'index est une matière purement conventionnelle: cette liaison et ses modalités sont définies dans le cadre des accords sur les CCT.

Les partenaires sont conscients que la compétitivité des entreprises belges n'est pas influencée exclusivement par les coûts salariaux mais qu'elle l'est aussi par l'innovation et les efforts en matière de formation.

Concernant les aspects budgétaires, la position du gouvernement est claire: comme l'a indiqué le premier ministre, les partenaires ne peuvent pas tabler cette fois sur des moyens financiers pour faciliter les choses. Ils doivent donc prendre seuls et en toute sagesse leurs responsabilités.

11.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Il n'y a pas de marge pour une hausse salariale substantielle. Je crois aussi que nous devons mettre en place un mécanisme d'index plus intelligent. C'est du reste ce que dit aussi le FMI.

L'incident est clos.

La **présidente**: Mme Vienne ne s'étant pas manifestée, ses questions n^{os} 976 et 977 sont supprimées. Les questions n^{os} 1088, 1106 et 1570 de M. Uyttersprot, ainsi que la question n° 1165 de M. Francken sont également supprimées pour les mêmes raisons.

La question n° 1369 de M. Vercamer est reportée. Les questions n° 1017 de Mme Demir et n° 1156 de M. Bonte sont également reportées.

Les questions n^{os} 1000, 1060 et 1130 de Mme Van Eetvelde sont reportées.

12 Question de M. David Clarinval à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la lutte contre la fraude sociale durant le week-end et les jours fériés" (n° 1175)

12.01 David Clarinval (MR): Des contrôles soutenus pourraient contribuer à diminuer le travail au noir les week-ends et jours fériés. Quel est, par catégories professionnelles et par zones géographiques, le nombre de contrôles effectués contre cette fraude sociale et combien en a-t-on repéré durant les années écoulées?

Pouvez-vous me communiquer le plan d'action pour 2010 du Service de recherche et d'information sociale? Où en êtes-vous dans la création de la cellule d'appui mixte réunissant police et inspection sociale? A-t-elle engrangé des résultats?

12.02 Joëlle Milquet, ministre (en français): En 2009, 2 212 contrôles ont été effectués les samedis et dimanches par l'Inspection de contrôle des lois sociales.

Le Service d'information et de recherche sociale ne disposait pas de statistiques distinctes des contrôles effectués en semaine et les week-ends.

Les cellules d'arrondissement présidées par l'auditeur du travail organisent, chaque fois qu'elles disposent d'informations, des contrôles en dehors des heures normales de travail.

Le travail au noir effectué dans le cadre d'un travail indépendant ne relève pas du SIRS. Il faut dès lors interroger les ministres compétents à cet égard.

C'est pour éviter l'éclatement de ce genre d'inspections multiples que nous avons créé une meilleure coordination avec le secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude.

Je vous ferai parvenir une copie du plan d'action 2010 du SIRS.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la cellule mixte de soutien, les procédures de sélection sont terminées. La cellule pourra donc être opérationnelle au début de l'année prochaine.

12.03 David Clarinval (MR): Merci de me fournir le plus grand nombre possible de chiffres.

Le chiffre de 2 212 peut apparaître important, cependant nous avons le sentiment que le nombre de contrôles est insuffisant.

Par ailleurs, les entreprises qui travaillent conformément au prescrit légal ont l'impression d'être contrôlées fréquemment, au détriment des contrôles à assurer auprès de ceux qui prestent des heures les week-ends. Bien sûr, il faudrait objectiver ce sentiment.

Je regrette l'absence de statistiques pour le SIRS.

Je suis très heureux d'entendre que la procédure de sélection est terminée pour la cellule d'appui, au sujet

de laquelle nous formons beaucoup d'espoirs.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 18 h 37.

De vergadering wordt geopend om 14.49 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 **Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de vervalste formulieren voor de eindejaarspremie 2010 die in de uitzendsector in omloop zijn" (nr. 1367)**

01.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Vanuit het Sociaal Fonds voor Uitzendkrachten vernemen wij dat er vervalste formulieren voor de eindejaarspremie in omloop zijn. Hierdoor zouden ook uitzendkrachten die niet aan de criteria inzake het aantal gewerkte dagen voldoen, dit jaar een eindejaarspremie kunnen aanvragen. De kwestie zou vrij snel opgelost zijn.

Is men onmiddellijk op de hoogte van zo'n fraude? Weet men dan wie er achter zit? Wordt er dan een onderzoek gestart? Wat zijn de bevindingen daarvan? Welke maatregelen neemt men opdat zulke fraude aangepakt wordt en in de toekomst voorkomen wordt?

01.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Het Sociaal Fonds voor Uitzendkrachten berekent de premies aan de hand van loongegevens die het ontvangt van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Het Fonds stuurt normaliter de uitzendkracht die voldoet aan de voorwaarden, in de loop van de maand december een document. De uitzendkracht die aangesloten is bij een vakbond, kan dit dan indienen bij zijn vakbond, niet-gesyndiceerden wenden zich rechtstreeks tot het Sociaal Fonds voor Uitzendkrachten.

Het vermeende fraudegeval betrof één document dat frauduleus kon zijn, omdat het niet ging om een speciaal beveiligd document en de barcode ontbrak, wat normaal gezien enkel het geval is bij een duplicaat. Bovendien ging het om de premie voor 2010, terwijl de documenten daarvoor nog niet verstuurd zijn. Voorzichtigheidshalve waarschuwde de vakbond die het document ontving, zijn aangestelden dat er vervalste formulieren in omloop konden zijn.

Na een interne controle door het Sociaal Fonds bleek echter dat het om een vergissing ging. Het ging om een ontwerpformulier dat al aan de vakbond was bezorgd.

Men ziet dus hoe snel mogelijke fraude wordt opgevolgd.

01.03 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Dat is geruststellend.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "Salduz en de sociale inspectie" (nr. 1631)**

02.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Wat is de impact van de Salduz-arresten op de werking van de sociale inspectiediensten? Worden de inspectiediensten op een eenduidige en bindende manier geïnformeerd, zodat zij op een uniforme manier kunnen werken? Wordt de ondervraagde over het zwijgrecht geïnformeerd en over het recht op het raadplegen van een advocaat voor het verhoor? Hoe lang wordt een verhoor daarvoor uitgesteld? Kan een aanwezige advocaat zich mengen tijdens een verhoor? De sociale inspectiediensten kunnen het recht laten opschorten als de betrokkene de controleverplichtingen niet naleeft. Wat gebeurt er met de actiemiddelen met betrekking tot de rechten van de ondervraagde?

02.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): De rechtspraak van het Hof van Cassatie bepaalt dat het geheel van de wettelijke waarborgen in rekening moet worden gebracht om de vrijwaring van het recht van verdediging en het recht op een eerlijk proces te beoordelen. De afwezigheid van de bijstand van een

advocaat leidt niet automatisch tot een oneerlijk proces of een schending van de rechten van verdediging. De minister van Justitie denkt na over een wetswijziging. Vorig jaar startte hij met een bevraging van alle actoren. Op 30 augustus 2010 organiseerde hij een overlegvergadering. Op 6 oktober 2010 werd gestart met de bespreking in de Senaatscommissie voor de Justitie met verschillende hoorzittingen.

Er moet over veel zaken worden nagedacht. Als het Wetboek van Strafvordering gewijzigd wordt, moet bekeken worden of ook het Sociaal Strafwetboek gewijzigd moet worden, vermits beide artikels bevatten over de minimumvereisten waaraan een verhoor moet voldoen.

Het College van procureurs-generaal stelde een omzendbrief op met richtlijnen over de bijstand van een advocaat bij het verhoor. Een wetgevend initiatief is noodzakelijk, maar daarvoor is een volwaardige regering nodig.

Op initiatief van alle partijen werd een wetvoorstel uitgewerkt, dat momenteel besproken wordt.

De impact op de onderzoeken door de sociale inspectiediensten werd besproken in de schoot van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD) in het kader van het directiecomité waarin de gerechtelijke overheden vertegenwoordigd zijn. Op 25 juni 2010 heeft het directiecomité een aangepast model van proces-verbaal van verhoor goedgekeurd dat rekening houdt met het arrest-Salduz van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. Hierin staat expliciet dat de ondervraagde persoon vooraf geïnformeerd werd over het zwijgrecht. Dit model van proces-verbaal, gebruikt in het kader van de controles door de arrondissementscellen, werd uitgedeeld aan alle inspectiediensten die lid zijn van de SIOD en wordt gebruikt vanaf 1 september 2010. Op het einde van het verhoor wordt de ondervraagde overigens meegedeeld dat hij een gratis kopie van proces-verbaal van verhoor kan krijgen.

Vermits de onderzoeken van de sociale inspectiediensten aanleiding kunnen geven tot een gerechtelijke procedure, zijn de principes van het arrest-Salduz van toepassing. Bij ieder verhoor moet de ondervraagde dus geïnformeerd worden over het zwijgrecht.

De sociale inspecteurs houden niet enkel rekening met de verklaringen van de verhoorde persoon, maar ook met materiële bewijzen.

In de meeste onderzoeken meldt de sociaal inspecteur zijn bezoek vooraf aan de werkgever, die vanaf dat ogenblik zijn advocaat kan raadplegen. Soms wordt de werkgever niet ingelicht. Als een persoon vraagt om voor een controle eerst een advocaat te raadplegen, dan zal dat verzoek gerespecteerd worden, behalve wanneer het onderzoek in opdracht van een gerechtelijke overheid gebeurt en de magistraat bezwaar heeft tegen de aanwezigheid van een advocaat.

Er werd aan de inspectiediensten van de SIOD meegedeeld dat het verzoek om een advocaat te raadplegen gerespecteerd moet worden.

Het onderzoek van de rechtspraak inzake sociaal strafrecht toont aan dat de inspectiediensten niet op een systematische manier gebruik maken van het misdrijf verhindering van toezicht ten aanzien van de persoon die weigert mee te werken aan het onderzoek. De sociaal inspecteurs zijn op de hoogte van het recht op stilzwijgen en het recht niet bij te dragen aan de eigen strafbaarstelling.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Het is niet eenvoudig de procedures af te stemmen op de Salduz-arresten. Slechts een gedeelte van de onderzoeken van de sociale inspectiediensten is strafrechtelijk. De minister geeft aan dat zowel in strafrechtelijke als in administratieve onderzoeken de Salduz-arresten gerespecteerd zullen worden. Dat is een goede oplossing.

Heeft een derde, een getuige of klachtaanbrenger, ook recht op bepaalde maatregelen? Zal ook het Sociaal Strafwetboek gewijzigd worden?

02.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De toekenning van rechten aan derden en anderen is nog niet wettelijk vastgelegd, maar dat kan in de toekomst nog wel gebeuren. Voor een wijziging van het Sociaal Strafwetboek is het Parlement bevoegd.

De **voorzitter**: Het Parlement is samen met de regering bevoegd.

02.05 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Wellicht zal de regering initiatieven nemen. Het Parlement kan echter ook een initiatief nemen.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 15.09 uur tot 16.56 uur.

03 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Colette Burgeon** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de verlenging van het moederschapsverlof" (nr. 479)
- mevrouw **Gwendolyn Rutten** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de verlenging van het moederschapsverlof" (nr. 492)
- mevrouw **Nahima Lanjri** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het voorstel van het Europees Parlement om een moederschapsverlof van 20 weken verplicht door te voeren in de lidstaten" (nr. 559)
- mevrouw **Zuhal Demir** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de uitbreiding van het moederschapsverlof" (nr. 596)
- mevrouw **Maggie De Block** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het standpunt van de ministers van werk ten aanzien van het voorstel van het Europees Parlement om het zwangerschapsverlof te verlengen tot 20 weken" (nr. 1586)

03.01 **Gwendolyn Rutten** (Open Vld): Ik stel de vraag namens mijzelf en mevrouw De Block.

Tijdens de bespreking van de Europese Raad Sociale Zaken toonde de minister zich enthousiast over een eventuele invulling van bijkomende weken zwangerschapsverlof, met een responsabilisering van beide partners, en eventueel de deeltijdse opname van de bijkomende weken.

Welk standpunt nam de minister in op de EPSCO-Raad ten aanzien van het voorstel van het Europees Parlement? Was dat voorstel in de ministerraad besproken en goedgekeurd? Heeft de minister voorstellen gedaan om de verlenging van het zwangerschapsverlof deeltijds te laten opnemen? Is de bekommernis geuit inzake het betrekken van beide partners in de opbouw van een zorgrelatie? Hoe ziet de minister het verdere verloop van de Europese besluitvorming? Ik heb de indruk dat met het compromisvoorstel van de Europese Commissie onze bekommernissen ten aanzien van de verdeling tussen beide partners en de mogelijkheid om dat verlof deeltijds op te nemen, overeind blijven.

03.02 **Colette Burgeon** (PS): Het Europees Parlement keurde een voorstel goed om het moederschapsverlof tot minimaal 20 weken te verlengen, maar sprak zich ook uit voor de invoering van twee weken vaderschapsverlof.

Wat is uw standpunt ten opzichte van dit laatste voorstel, gelet op het huidige Belgische voorzitterschap van de Europese Unie? Het verplichte vaderschapsverlof lijkt nog altijd niet aan de orde. Wat is uw standpunt ter zake?

03.03 **Zuhal Demir** (N-VA): Ik wou graag een stand van zaken van de minister.

03.04 Minister **Joëlle Milquet** (*Frans*): Op 20 oktober 2010 heeft het Europees Parlement de verlenging van het moederschapsverlof tot 20 weken goedgekeurd, evenals een verplicht vaderschapsverlof van 15 dagen, een vergoeding die overeenstemt met 100 procent van het loon van de kersverse moeder en de mogelijkheid om te switchen tussen het moederschapsverlof en de ouderschapsverloven.

Tijdens ons voorzitterschap hebben we snel beseft dat het standpunt van het Europees Parlement door bijna geen enkele lidstaat werd onderschreven. In de huidige budgettaire context was dat idee bovendien

onhoudbaar. Tijdens onze EPSCO-Raad van 6 december hebben we dan ook een richtinggevend debat met de lidstaten georganiseerd.

We hebben alle lidstaten een vragenlijst toegezonden, waarin we hun het volgende vragen: bent u voorstander van een verlenging van het moederschapsverlof tot 20 weken? Bent u het eens met de vermelding van een vaderschapsverlof in een richtlijn die eigenlijk over het moederschapsverlof gaat? Wat vindt u van de vergoeding: moet ze 100 procent of een lager percentage van het loon bedragen, of moet ze gelijk zijn aan de ziekte- en invaliditeitsuitkering? Hoe ziet u de toepassing van de richtlijn? Ik had een stapsgewijze invoering over een periode van vijf jaar voorgesteld, teneinde de inwerkingtreding van de richtlijn makkelijker verteerbaar te maken.

(Nederlands) Een grote meerderheid van de ministers vond dat de verlenging van het moederschapsverlof tot 20 weken te ver ging en dus niet kon dienen als basis voor een compromis. Een grote meerderheid van de delegaties vond het oorspronkelijke voorstel van de Commissie wel een aanvaardbare basis voor een compromis.

De discussie heeft aangetoond dat de Raad verder wil werken op basis van het voorstel van de Commissie en een standpunt wil bepalen om tot een evenwichtig akkoord te komen. Op de delegatie van het Verenigd Koninkrijk na, wilden alle delegaties dit proces steunen.

Een groot aantal delegaties staat open voor een link tussen moederschapsverlof en ouderschapsverlof, sommige zelfs voor een link met vaderschapsverlof. Sommige delegaties willen liever niet dat het vaderschapsverlof wordt opgenomen in een richtlijn die over de gezondheid en veiligheid van vrouwen gaat. De Europese Commissie deelt die mening.

(Frans) Nadat we tot die conclusies gekomen waren, heb ik in het kader van de bilaterale contacten met Hongarije en Polen – de volgende EU-voorzitters – gevraagd om nog voor het einde van het Belgische EU-voorzitterschap het vervolg van het dossier te mogen toelichten. Die paper wordt nu opgesteld en zal ter advies aan de Commissie worden voorgelegd en, na definitief akkoord van Polen en Hongarije, aan de lidstaten overgezonden worden.

Het is de bedoeling om stapsgewijs te werk te gaan. In een eerste fase wordt alles waarover eensgezindheid bestaat, vastgelegd. Een groot aantal punten van het voorstel van het Parlement en de Commissie vormden geen probleem en daarover werd dan ook weinig gesproken. Idealiter wordt er tijdens het Hongaarse EU-voorzitterschap een akkoord bereikt over die punten, zodat er tijdens het Poolse EU-voorzitterschap aan een oplossing voor de probleemaspecten kan worden gewerkt.

De begroting moet tegen 2014 in evenwicht zijn; door de geleidelijke invoering van de richtlijn zou de vrees voor de budgettaire gevolgen getemperd kunnen worden.

03.05 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Om budgettaire redenen begrijp ik dat de minister een stapsgewijze aanpak bepleit.

Wat er ook beslist wordt, het is belangrijk dat de Belgische wetgever voldoende flexibiliteit krijgt. Die kan de weken bovenop de 15 weken regelen op een manier dat ze tussen de partners verdeeld kunnen worden vanuit de filosofie dat die extra weken niet nodig zijn om fysieke redenen, maar om een band en zorgrelatie op te bouwen. De motivatie is dat het partnerneutraal en zelfs genderneutraal moet zijn. Ik denk niet dat het lukt, maar de Europese wetgever zou die ruimte moeten laten.

We vinden ook dat het verlof, in overleg met de werkgever, deeltijds moet kunnen worden opgenomen, om zo werk en gezin beter te combineren.

Wat was ons standpunt als land, niet als voorzitter?

Wat mij betreft hoeft het dossier niet nog ingewikkelder te worden door er andere linken in te stoppen, zoals die met het vaderschapsverlof.

03.06 Colette Burgeon (PS): De idee van een consensus is van groot belang: we moeten eerst voortgang maken met de punten waarover we het eens zijn.

Zelfs na ons voorzitterschap moeten we er bij de andere voorzitters op aandringen dat zij daarvoor blijven ijveren, zodat er ooit echt een consensus over alle punten kan worden bereikt.

03.07 Zuhail Demir (N-VA): Ik deel de bekommernis van mevrouw Rutten dat het extra deel ook door de man moet kunnen worden opgenomen. Als dat niet kan, benadeelt de nieuwe regeling de positie van de vrouw op de arbeidsmarkt.

03.08 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik heb geen Belgisch standpunt verdedigd. Ik was er als voorzitter en ik streefde een consensus na. Daar komt bij dat onze regering zich in een periode van lopende zaken bevindt.

Persoonlijk ben ik voorstander van de positie van de Commissie.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de verloren generatie" (nr. 1459)

04.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): De crisis heeft diepe sporen achtergelaten op de arbeidsmarkt, zeker bij de jongeren. In 2008 en 2010 waren er maar liefst 44,7 procent meer werkloze jongeren dan daarvoor.

Het aantal goedbetaalde jobs voor hoger opgeleiden blijft redelijk stabiel, net zoals het aantal jobs voor laaggeschoolden. Maar daartussenin verdwijnen heel veel banen, waardoor mensen onder hun niveau moeten werken.

Tijdelijke en flexibele jobs kunnen voor jongeren een ideale opstap naar de arbeidsmarkt zijn. De eerste job is vaak bepalend voor het verloop van de carrière. De toegenomen werkloosheid bij jongeren zou er dus kunnen toe leiden dat ze niet meer aan een job geraken en van tijdelijke werkloosheid in langdurige werkloosheid sukkelen. En dan dreigt de armoede.

Is de minister op de hoogte van deze evolutie sinds 2008? Wat heeft ze ondernomen om dat probleem tegen te gaan?

04.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): De OESO beseft dat de jongeren sterk zijn getroffen door de economische crisis. De organisatie stelt ook vast dat de stijging van de jongerenwerkloosheid in België merkbaar minder sterk is geweest dan in de andere Europese landen. We hebben dus blijkbaar efficiënte maatregelen genomen.

Ten eerste zijn er de anticrisismaatregelen om ontslagen zoveel mogelijk en vooral voor de jongeren te vermijden. Ten tweede zijn er de maatregelen om de tewerkstelling van laaggeschoolde jongeren via win-wincontracten te bevorderen. Dat plan is ontegensprekelijk een succes geworden. Meer dan 60 procent van de 50.000 contracten betreft de aanwerving van jongeren beneden de 26 jaar. Wij hebben ook de vorming van laaggeschoolde werknemers en van jongeren in het bijzonder bevorderd, en via akkoorden met de Gewesten hebben we de begeleiding van werkzoekenden versterkt.

De regering heeft dus snel en proactief naar antwoorden gezocht op de crisis, net om te vermijden dat wij een generatie zouden verliezen.

Een nieuwe regering zal aanvullende maatregelen moeten nemen. Het doelgroepenbeleid voor jongeren, dat zeker ook op gewestelijk niveau gevoerd moet worden, kan heel doeltreffend zijn. Ik denk bijvoorbeeld aan een vermindering van de arbeidskosten voor jongeren.

Ook de kwalificatie van alle jongeren moet verbeterd worden. De link tussen de ondernemingen en de scholen moet worden verbeterd, met meer stages. Dat is een zaak voor de sociale partners. Voorts denk ik aan een snellere en betere begeleiding en aan een duidelijke band tussen de werkloosheidsuitkering en de inzet van de jongere tijdens de wachtperiode. Kortom, alle bestuursniveaus hebben veel werk voor de boeg.

04.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Is het in dit klimaat van urgentie dan niet jammer dat ons systeem van studentenarbeid zo rigide blijft? Als men afstuderende studenten al praktijk kan laten opdoen, is dat toch ook een vorm van nuttig doelgroepenbeleid! Op dat vlak blijven we in gebreke. Zonder de sociale bescherming op losse schroeven te willen zetten, pleit ik dus nogmaals voor een meer flexibele doorstroming.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "enkele aspecten van het Memorandum 2010 van de JClub, de jeugdraden van de drie Gemeenschappen in België" (nr. 278)

05.01 Stefaan Vercamer (CD&V): JClub, de vereniging van de jeugdraden van de drie Gemeenschappen in België, richt elk jaar een memorandum aan de federale wetgever. In 2010 komen enkele interessante aanbevelingen inzake werk aan bod.

Wordt hiermee rekening gehouden tijdens het Belgische EU-voorzitterschap? Hoe is het gesteld met discriminatie bij aanwerving op basis van leeftijd bij jongeren? Neemt de minister ter zake beleidsmaatregelen? Wat vindt de minister van de vraag van de jeugdraden om de statuten van stagiair en vrijwilliger door de RVA te laten erkennen? Is het voorstel om een verplichting van duurzame tewerkstelling te stellen tegenover financiële steun voor werkgevers bij de aanwerving van jonge arbeidskrachten, haalbaar?

05.02 Minister Joëlle Milquet (*Nederlands*): De jeugdraden van de Belgische Gemeenschappen hebben tijdens een conferentie op 26 augustus 2010 hun besluiten voorgesteld. De verschillende jeugdraden van de EU-lidstaten hebben hun gemeenschappelijke aanbevelingen geformuleerd op een conferentie van 2 tot 4 oktober 2010.

De problematiek van jongeren op de arbeidsmarkt is een thema waaraan ik veel aandacht besteed.

Tijdens een conferentie in Gent op 4 oktober 2010 heb ik erop aangedrongen dat in het kader van de flexicurity de overgang van de school naar de werkvloer moet worden opgevolgd. De EPSCO-Raad heeft hiervan een verslag gekregen. Tijdens deze Raad stelde de Europese Commissie haar communicatie *Youth on the Move* voor.

Ik heb op 6 december 2010 een *presidency paper* voorgesteld. Daarbij heb ik in de mate van het mogelijke rekening gehouden met de vragen van de jeugdraden op Europees niveau.

Inzake discriminatie op grond van leeftijd bij aanwerving heeft de wet van 10 mei 2007 de Europese richtlijn 2078 omgezet. Deze wet legt onder andere een verbod op discriminatie op grond van leeftijd bij aanwerving op.

De dienst Toezicht op de Sociale Wetten heeft nog niet veel gevallen gezien waarbij deze voorwaarden niet worden nageleefd. Er werd nog geen enkel proces-verbaal opgesteld. Het aantal waarschuwingen en regularisaties ligt heel laag. Het gaat om twee of drie gevallen per jaar.

De wet van 3 juli 2005 bepaalt dat een werkloze met behoud van uitkering vrijwilligerswerk mag uitoefenen, op voorwaarde dat hij dat voorafgaandelijk schriftelijk meldt bij het werkloosheidsbureau. Een volledig werkloze kan onder bepaalde voorwaarden tijdens het volgen van een opleiding waarvan een stage deel kan uitmaken, vrijgesteld worden van bepaalde reglementaire verplichtingen. De RVA zal zich dus in individuele gevallen uitspreken omtrent vrijwilligerswerk.

Ik vrees dat de verplichting voor de werkgevers om duurzame tewerkstelling aan te bieden om te kunnen genieten van steun een illusie is. We moeten eerder nadenken over het inbouwen van rechten in de verschillende arbeidsovereenkomsten.

05.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Het is een goede zaak dat de minister de bekommernissen van de jongeren heeft meegenomen tijdens het EU-voorzitterschap. De eerste tewerkstellingsperiode is ongelooflijk belangrijk, want die heeft een enorme invloed op de rest van de loopbaan. We moeten verdere maatregelen nemen inzake arbeidskostenverlaging voor jongerentewerkstelling en elementen inbrengen om de duurzaamheid zo sterk mogelijk te maken.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Meryame Kitir aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de opeenvolging van discriminatoir gedrag door de uitzendsector" (nr. 461)

- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de discriminatie in de uitzendsector" (nr. 599)

06.01 Meryame Kitir (sp.a): Uit een *Volft*-reportage bleek dat een aantal uitzendkantoren ingaan op de vraag van hun potentiële gebruikers om geen werknemers van allochtone origine uit te sturen. De minister heeft daarop gereageerd met een persmededeling waarin ze de uitzendsector opriep om meer autoregulering uit te bouwen en in interne controleorganen te voorzien. Daarnaast zou er ook een samenwerkingsprotocol tussen de Sociale Inspectie en het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding komen. De koepelorganisatie Federgon beschikt reeds sinds oktober 2007 over een charter dat elke vorm van discriminatie verbiedt en er is een interne ombudsdienst waar klachten over niet-naleving van dat charter kunnen worden gemeld.

In de praktijk werkt dit alles niet, zo heb ik de indruk, want een bedrijf plaatste een vacature waarbij ex-werknemers van een bepaald bedrijf expliciet worden uitgesloten. Als de autoregulering niet werkt, moet de minister zelf dwingendere maatregelen treffen. Is ze daartoe bereid?

06.02 Karolien Grosemans (N-VA): Ik heb een gelijkaardige vraag. Heeft de minister zicht op de omvang van dit probleem? Wat zijn de onderliggende oorzaken van het discriminerende gedrag? Welke maatregelen moeten worden genomen om dit fenomeen tegen te gaan? Werd hierover reeds met de sector overlegd? Met welk resultaat? Hoe beoordeelt de minister de inspanningen die de sector reeds gedaan heeft?

06.03 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): De samenwerking tussen het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding en de dienst Toezicht op de Sociale Wetten bestaat in het behandelen van klachten over discriminatie, in ondersteuning, in de uitwisseling van adviezen over de behandelingsprocedure van klachten en in het uitwisselen van gegevens.

Anderzijds wil ik ook in het beleid acties ontwikkelen om discriminatie tegen te gaan. Wanneer de sector de autoregulering niet efficiënter toepast, zullen er strengere maatregelen genomen moeten worden. Ik denk daarbij aan een uitbreiding van het systeem dat in de welzijnsreglementering opgenomen is.

Daarover moet natuurlijk worden overlegd met de sociale partners. Volgens de welzijnsreglementering moet elk uitzendbureau weigeren dat uitzendkrachten ter beschikking worden gesteld van een gebruiker van wie hij

kan weten dat deze zijn verplichtingen ten aanzien van de uitzendkrachten niet naleeft.

Voorts kan de sector ook worden aangemoedigd om de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1996 betreffende de gedragscode ter preventie van rassendiscriminatie dwingender te maken. Zo kan men een klachtensysteem invoeren en een intern orgaan. Op basis van de gerapporteerde gevallen van discriminatie kan de cao worden aangepast.

Teneinde discriminatie op arbeidsrechtelijk vlak beter te bestrijden, zou men ook kunnen denken aan administratieve boetes, aan praktijktesten met *mystery clients* door de Sociale Inspectie Wetten, of aan een verplichting voor de uitzendbureaus om alle discriminerende vragen van hun klanten te melden aan de inspectie of aan de arbeidsauditeur.

06.04 Meryame Kitir (sp.a): Ik hoor veel voorstellen, maar zie weinig concrete realisaties. Uitzendkrachten staan al zwak, we moeten beletten dat ze dan ook nog eens het slachtoffer van discriminatie worden.

06.05 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Een nieuw samenwerkingsakkoord is niet echt een concrete oplossing. Met meer toezicht door de inspecteurs kunnen wij wel meer discriminatiegevallen vinden en bestraffen.

06.06 Karolien Grosemans (N-VA): De voorgestelde maatregelen zijn alvast een stap in de goede richting. Uitsluiting op basis van afkomst is een ernstig maatschappelijk probleem, dat een coherente aanpak vereist, zeker omdat de sector een geschikt middel is om allochtonen op de arbeidsmarkt te lanceren.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Zuhail Demir aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de algemeen verbindendverklaring van een cao die voorziet in loonschalen op basis van beroepservaring" (nr. 519)

07.01 Zuhail Demir (N-VA): Er werd een cao gesloten in paritair comité 201. We zien meer en meer cao's die de minimumloonschalen koppelen aan beroepservaring. Dit lijkt mij in strijd met de Europese richtlijnen en onze wetgeving, die ook indirecte leeftijdsdiscriminatie verbieden. De minister wees op dit verbod in haar brief van 22 december 2008 aan de intersectorale en sectorale partners.

Vormen cao's die minimumlonen op basis van beroepservaring bevatten, geen indirecte leeftijdsdiscriminatie? Zal de minister gebruik maken van de mogelijkheid van artikel 5 van de wet op de Raad van State? Is zij van plan om de cao algemeen verbindend te verklaren, indien ze dat nog niet heeft gedaan?

07.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Volgens de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie is het criterium ervaring bij de vaststelling van het loon geoorloofd, zoals blijkt uit het arrest-Cadman van 2006. Het is evenwel zo dat een barema gebaseerd op ervaring of anciënniteit een indirect onderscheid op grond van leeftijd kan uitmaken. Volgens richtlijn 2000/78 is een onderscheid geen discriminatie als het objectief wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.

Voor ervaringsbarema's moeten de sociale partners een afdoende rechtvaardiging geven, zowel voor het gebruik van het criterium ervaring als voor de periodes die in aanmerking worden genomen voor de berekening ervan.

Sinds enkele maanden verrichten mijn diensten een marginale controle op de wettigheid voor een cao algemeen bindend wordt verklaard. Voor cao's die een ervaringscriterium hanteren, controleert een comité van drie deskundigen of de noodzakelijke rechtvaardiging gegeven wordt. Die controle werd voor de bewuste cao nog niet afgesloten.

Ik zal geen adviezen over cao's vragen aan de Raad van State. Die is ook geen vragende partij om al die cao's te onderzoeken.

Ik heb het advies van een aantal experts gevraagd over de leeftijdsgebonden loonbarema's. De richtlijnen van de experts en de rechtspraak van het Europees Hof zijn voldoende duidelijk op dat punt.

Na het advies van mijn comité zal ik beslissen over het algemeen bindend verklaren.

07.03 **Zuhal Demir** (N-VA): Men moet goed opletten dat de sociale partners een gefundeerde rechtvaardiging geven over die ervaringsbarema's. We moeten voorzichtig zijn, er dreigt indirecte discriminatie.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Maggie De Block.

08 **Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het invoeren van sociale criteria bij het toekennen van overheidsopdrachten en subsidies" (nr. 736)**

08.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): De voorbije jaren zijn er heel wat maatregelen getroffen om de diversiteit op de werkvloer te bevorderen. Organisaties en bedrijven kunnen hulp en subsidies krijgen voor de opmaak van diversiteitsplannen van de Sociaal Economische Raad van de Regio's (SERR) en het Regionaal Economisch en Sociaal Overlegcomité (RESOC). Er heerst echter onrust door besparingen.

In Oost-Vlaanderen hebben alle betrokkenen vorige week rond de tafel gezeten. De diversiteitsplannen blijken op alle terreinen positieve effecten te hebben, niet enkel voor de kansengroepen, maar voor alle werknemers. Er is nood aan extra stimulering om een divers personeelsbeleid te kunnen blijven voeren.

Het middenveld vraagt om sociale criteria in te voeren in de voorwaarden om overheidsopdrachten toe te kennen. Wat is het standpunt van de minister?

Hoeveel bedrijven of organisaties in de privésector, in de non-profitsector en in de overheidssector maakten de jongste vijf jaar diversiteitsplannen op? Welke subsidies werden toegekend voor de opmaak van diversiteitsplannen? Wat is het totaalbedrag? Overweegt de minister nog andere maatregelen om de opmaak van diversiteitsplannen te stimuleren?

08.02 Minister **Joëlle Milquet** (Nederlands): De bevoegdheden voor diversiteit zijn verdeeld. Een groot deel van de bevoegdheden ligt bij de regio's.

Ik heb nog geen cijfers over het aantal diversiteitsplannen. Het was mijn bedoeling om die plannen te verplichten, maar dat kan niet in een periode van lopende zaken. Er is een ontwerp-KB.

De subsidies zijn een gewestelijke bevoegdheid. De non-profitsector krijgt veel subsidies. Ik ben er voorstander van om sociale criteria te verbinden aan het toekennen van overheidsopdrachten of subsidies aan de social profit. Ik had ook een plan voorbereid om de aanwerving van mensen van vreemde afkomst te stimuleren, dat ik door de lopende zaken niet kan uitvoeren. Dat geldt ook voor mijn plan om het label gelijkheid en diversiteit te veranderen, dat nu nog niet kan worden toegekend aan ondernemingen die verschillende nationale zetels hebben of aan openbare federale diensten. Er bestaat ook een netwerk gelijkheid en diversiteit dat gecoördineerd wordt door de FOD Werkgelegenheid en dat toegankelijk is voor alle organisaties en ondernemingen die werken aan een diversiteitsbeleid.

Tijdens gesprekken over het Interprofessioneel Akkoord heb ik aan de sociale partners gevraagd om nieuwe maatregelen inzake diversiteit te nemen.

08.03 Stefaan Vercamer (CD&V): De minister doet veel inspanningen, die de voorbije jaren hun effect niet hebben gemist. Ik hoop dat we er in zullen slagen om de diversiteitsplannen te verplichten. Ik betreur dat de verschillende niveaus geen informatie uitwisselen.

08.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik ben vragende partij voor een collectieve strategie. Er zijn verschillende aanbevelingen van de Rondetafel Interculturaliteit over werkgelegenheid en diversiteit.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Blanchart is niet aanwezig om zijn vraag nr. 737 te stellen, dus die vervalt.

09 Vraag van de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de onrechtmatige ontslagen in bepaalde winkels van supermarktketen Lidl" (nr. 739)

09.01 Franco Seminara (PS): In oktober werd de filiaalmanager van de Lidl in Montegnée ontslagen omdat hij twee sinaasappels, drie peren en een mango uit de winkel had genomen, fruit dat sowieso bestemd was voor de vuilnisbak. Volgens de directie van Lidl moeten producten die niet voldoen aan de criteria inzake versheid, uit de verkoop genomen en vernietigd worden. De medewerkers kennen die richtlijnen, en de filiaalmanagers zijn verantwoordelijk voor de toepassing van de richtlijnen en moeten ook het voorbeeld geven. De directie heeft de kwalificatie 'zware fout' weliswaar laten vallen, maar het ontslag bevestigt. De maand erop werden vijf werknemers van de Lidlvestiging te Libramont ontslagen wegens een zware fout, omdat ze producten hadden meegenomen die door een panne van de koelkasten niet meer voldeden aan de vereisten voor de verkoop en toch zouden vernietigd worden.

De richtlijnen van de winkelketens zijn vrij expliciet, maar vindt u toch niet dat deze ontslagen in geen verhouding staan tot de feiten? Zou het begrip zware fout niet nader omschreven moeten worden in de wetgeving?

09.02 Minister Joëlle Milquet (Frans): Wij respecteren de scheiding der machten. Het begrip zware fout wordt beoordeeld door de rechtbanken. Als ik, zoals in dit geval, niet over alle gegevens beschik, kan ik me onmogelijk uitspreken over de vraag of er effectief een zware fout gepleegd werd.

In dergelijke gevallen kan men altijd een rechtszaak aanspannen. De rechtbank zal zich dan uitspreken over de kwestie van de zware fout en in voorkomend geval een aanvullende schadevergoeding toekennen. De betrokkenen kunnen ook om bemiddeling vragen, wat in dit geval niet gebeurd is. Men zou de distributiesector misschien beter moeten voorlichten, aangezien het niet om een alleenstaand geval gaat. Mijn kabinetschef, die ook sociaal bemiddelaar is, heeft al in vijf dossiers met een andere keten bemiddeld voor identieke feiten.

De distributiesector zou streng optreden tegen dergelijke praktijken, die voor andere mensen, en wellicht ook in onze ogen, misschien banaal lijken.

09.03 Franco Seminara (PS): De sanctie voor diefstal moet uiteraard niet afgeschaft worden, laat dat duidelijk zijn, maar het gaat hier over levensmiddelen die sowieso weggegooid zouden worden. Het OIVO zegt dat er jaarlijks een half miljard ton voedingsmiddelen onverkocht weggegooid wordt in België.

09.04 Minister Joëlle Milquet (Frans): Dat is gigantisch veel! Een deel wordt naar Nederland getransporteerd, waar de voedingsmiddelen in enorme loodsen vernietigd worden. Dat is stuitend. Slechts een klein gedeelte wordt aan de voedselbanken gegeven. Dat is een typisch probleem in onze westerse consumptiemaatschappij.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Genot is niet aanwezig. Mevrouw Becq heeft gevraagd om haar vraag nr. 741 uit te stellen.

10 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke

Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "een aanpak van de prikincidenten" (nr. 883)

10.01 **Maggie De Block** (Open Vld): In ons land hebben 60 gezondheidswerkers per dag een prikongeval, dat is een verzamelnaam van prik-, snij-, spat- en bijtongevallen met risico van besmetting via het bloed van de patiënt.

De gevolgen zijn niet te onderschatten. Er is de onzekerheid voor het slachtoffer, maar ook werkonbekwaamheid en inkomstenverlies, naast de kosten van het ongeval voor de werkgever en de zorgverzekering.

Europa wil dat artsen en verpleegkundigen beter beschermd worden tegen prikongevallen. Daarom werd op 1 juni 2010 richtlijn 2010/32/EU gepubliceerd en die moet tegen 11 mei 2013 omgezet zijn in het nationaal rechtssysteem van de lidstaten.

Welke stappen worden er ondernomen om deze Europese richtlijn om te zetten in onze wetgeving? Wie werd hierbij betrokken? Is er al een timing bekend? Welke concrete acties kunnen worden ondernomen om het personeel te beschermen tegen de gevaren van prikincidenten?

10.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Op 1 juni 2010 is richtlijn 2010 ter uitvoering van de door de HOSPEEM en EFPSU gesloten raamovereenkomst inzake de preventie van scherpe letsels in de ziekenhuizen en gezondheidsbranche gepubliceerd. De *European Hospital and Health Care Employers Association* en de *European Federation of Public Services Unions* zijn de Europese sociale partners voor de gezondheidszorg.

De Europese raamovereenkomsten zijn min of meer te vergelijken met onze cao's, die via koninklijke besluiten algemeen bindend worden. Op Europees niveau sluiten de sociale partners raamovereenkomsten die dan door een richtlijn algemeen bindend worden. De richtlijn moet door de lidstaten worden omgezet. De omzetting in nationaal recht gebeurt op de efficiëntste manier. In dit geval is de cao het meest aangewezen omzettingsinstrument. Dit kan gebeuren in de NAR of eventueel in een paritair comité. Daarna komt er een KB dat de cao algemeen bindend zal verklaren.

De timing hangt van de sociale partner af.

Ik heb de aanpak van de prikongevallen ingeschreven in een nationale strategie 'welzijn op het werk'. In 2009 was daar al een studiedag over.

De FOD Werk heeft ook een gratis brochure over het risico van biologische agentia gepubliceerd, waarin prikongevallen aan bod komen. Op de site worden een aantal goede praktijken ter preventie van prikongevallen vermeld.

Mijn administratie werkt ook mee aan de praktijkrichtlijnen die opgemaakt worden door de Hoge Raad voor de Volksgezondheid. Deze aanbeveling zal nog dit jaar rond zijn en zal alle deelaspecten van het probleem gedetailleerd beschrijven.

Anderzijds startte in 2003 het Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid met een nationale surveillance over accidentele bloedcontacten in de Belgische ziekenhuizen. Uit deze studie komt overigens het cijfer van 60 ongevallen per dag. Dit geeft één tot zes hepatitisbesmettingen per jaar en één hiv-besmetting per drie jaar.

Als de omzetting van de richtlijn een feit is, zullen meer acties volgen, binnen bijvoorbeeld de provinciale comités voor de bevordering van de arbeid.

10.03 **Maggie De Block** (Open Vld): Ik volg dit dossier al lang en ik vond het tijd om er nog eens aandacht voor te vragen. Ik stel vast dat de minister en haar administratie eraan werken.

Het incident is gesloten.

10.04 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Ik had graag mijn vraag nr. 1036 over het loonoverleg gesteld. Mijn andere vragen stel ik uit.

11 **Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het loonoverleg" (nr. 1036)**

11.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): De aftrap voor het loonoverleg is gegeven en het belooft een moeizame discussie te worden.

Het loonrapport van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven is duidelijk: de Belgische lonen stegen tijdens de periode 2009-2010 0,5 procent meer dan de lonen in onze buurlanden. De potentiële marge bedraagt in theorie 5 procent voor de komende twee jaar. Door de indexering van 3,9 procent blijft in de praktijk amper ruimte over.

Toch blijven de vakbonden koppig vasthouden aan de huidige loonindex en pleiten voor een substantiële loonsverhoging. Aan werkgeverszijde wordt daarentegen gepleit voor een aanpassing van het systeem van loonindex en voor loonmatiging.

Welke conclusies trekt de minister uit het loonrapport van de CRB? Erkent ze dat België een loonkostenhandicap heeft ten opzichte van de buurlanden? Welke houding zal ze in het loonoverleg aannemen? Komen er misschien financiële middelen van de overheid om een en ander te vergemakkelijken? Is een aanpassing van het indexmechanisme wenselijk en haalbaar?

11.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Om het prille overleg alle kansen te geven wil ik niet te veel publieke verklaringen afleggen.

Het loonrapport van de CRB toont inderdaad een verschil ten opzichte van de buurlanden. Ik heb daarom een ontmoeting gehad met de sociale partners. Zij zijn zich perfect bewust van de belangrijke verantwoordelijkheid die zij dragen om een akkoord te bereiken waarbij een goed evenwicht wordt gevonden tussen loonkostenevolutie, werkgelegenheid en vorming.

De koppeling van de lonen aan de index is een louter conventionele aangelegenheid: het zijn de vrij overeengekomen cao-afspraken die deze indexkoppeling en de modaliteiten ervan bepalen.

De partners zijn er zich tevens van bewust dat de concurrentiepositie van de Belgische bedrijven zeker niet uitsluitend door de loonkosten wordt beïnvloed, maar evenzeer door innovatie en vormingsinspanningen.

Over de budgettaire aspecten is de positie van de regering duidelijk: zoals de premier zei, kunnen de partners dit keer niet rekenen op financiële middelen als glijmiddel. Ze moeten dus zelf in alle wijsheid hun verantwoordelijkheid opnemen.

11.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Ruimte voor een substantiële loonsverhoging is er niet. Ik denk ook dat we moeten zoeken naar een slimmer indexmechanisme, dat zegt ook het IMF.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Wij hebben niets vernomen van mevrouw Vienne, dus haar vragen nrs 976 en 977 vervallen. Vragen nrs 1088, 1106 en 1570 van de heer Uyttersprot vervallen ook, aangezien wij niets van hem hebben vernomen. Ook vraag nr. 1165 van de heer Francken vervalt.

Vraag nr. 1369 van de heer Vercamer wordt uitgesteld. Vraag nr. 1017 van mevrouw Demir en vraag nr. 1156 van de heer Bonte worden uitgesteld.

Vraag nr. 1060 van mevrouw Van Eetvelde wordt uitgesteld, evenals haar vragen nrs 1000 en 1130.

12 Vraag van de heer David Clarinval aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de strijd tegen de sociale fraude in het weekend en op feestdagen" (nr. 1175)

12.01 David Clarinval (MR): Intensieve controles kunnen het zwartwerk in het weekend en op feestdagen helpen terugdringen. Hoeveel van die controles worden er per beroepscategorie en geografische zone uitgevoerd om sociale fraude te bestrijden, en hoeveel fraudegevallen werden er de voorbije jaren vastgesteld?

Kunt u me het actieplan voor 2010 van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst meedelen? Hoe ver staat u met de oprichting van de gemengde ondersteuningscel (politie en sociale-inspectiediensten)? Heeft die cel al resultaten geboekt?

12.02 Minister Joëlle Milquet (Frans): In 2009 voerden de inspectiediensten van het Toezicht op de Sociale Wetten op zaterdag en zondag 2.212 controles uit.

De Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst beschikte niet over aparte statistieken voor de controles op weekdagen en tijdens de weekends.

De arrondissementscellen, die door de arbeidsauditeur worden voorgezeten, voeren controles uit buiten de normale arbeidstijden telkens wanneer zij over informatie beschikken die daartoe aanleiding geven.

De controle op zwartwerk door zelfstandigen valt niet onder de bevoegdheid van de SIOD. Daarover moet u de bevoegde ministers dus ondervragen.

Om te vermijden dat deze veelvuldige inspectierondes door een totale versnippering hun effect missen, hebben wij gezorgd voor een betere coördinatie met de staatssecretaris voor de Strijd tegen de Fraude.

Ik zal u een kopie bezorgen van het actieplan 2010 van de SIOD.

De selectieprocedures met het oog op de oprichting van de gemengde ondersteuningscel zijn afgerond. De ondersteuningscel zal dus begin volgend jaar van start kunnen gaan.

12.03 David Clarinval (MR): Ik zou gaarne zo veel mogelijk cijfermateriaal krijgen.

U gewaagt van 2.212 controles; dat kan veel lijken, maar we hebben toch het gevoel dat er te weinig gecontroleerd wordt.

Bovendien hebben de bedrijven die volgens het boekje werken, de indruk dat ze vaak gecontroleerd worden, en dat zulks ten koste gaat van de controles op weekendwerk. Uiteraard zou die indruk met objectieve gegevens gestaafd dan wel ontkracht moeten worden.

Ik betreur dat er geen statistieken beschikbaar zijn voor de SIOD.

Ik ben blij te vernemen dat de selectieprocedure voor de ondersteunende cel intussen beëindigd is. We koesteren hieromtrent immers hoge verwachtingen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.37 uur.